

**MISE EN ACCESSIBILITE AUX PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE  
DES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES**



**CENTRE PÉNITENTIAIRE MAUBEUGE  
475 ROUTE D'ASSEVENT – 59600 MAUBEUGE**

**PHASE APS**

**CCTP – PRESCRIPTION COMMUNES A TOUS LES LOTS**

**MAITRE D'ŒUVRE**

**Bureau d'Etudes I.P.H.**

**Service Bâtiment**

831, rue Quentin de la Tour – 02100 HARLY

Tél : 03.23.68.68.08 – Fax : 03.23.08.90.27

Courriel : bâtiment@iph-bet.fr

**MAITRE D'OUVRAGE**


**D.I.S.P. des Hauts-de-France**

123, rue Nationale – BP 765

59034 LILLE

Tel : 03.20.63.66.72 – Fax : 03.20.63.66.46

Dossier N°	Ind.	Dates	Modifications / Etapes	Rédacteur	Approbateur
11842	A	17/06/2019	Première diffusion	Carole BOSSEAUX	Carole BOSSEAUX

11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 2 sur 28

## SOMMAIRE

1	GÉNÉRALITÉS A TOUS LES LOTS .....	4
1.1	Objet des prestations .....	4
1.2	Généralités.....	4
1.3	Définition des intervenants.....	4
1.4	Contenu des dossiers de consultations des entreprises.....	5
1.5	Conditions contractuelles .....	5
1.6	Présentation des offres .....	5
1.7	Marques.....	6
1.8	Adaptation des solutions aux moyens de l'entreprise .....	6
1.9	Contenu des prix.....	6
1.10	Options .....	7
1.11	Observations importantes.....	7
1.12	Obligation de l'entrepreneur .....	7
1.12.1	Obligation :.....	7
1.12.2	Travaux en site occupé.....	7
1.12.3	Matériels et outillages .....	8
1.12.4	Contrainte des employés .....	8
1.12.5	Contrainte de l'entrepreneur.....	8
1.12.6	Dispositions supplémentaires à prendre .....	8
1.12.7	Contraintes d'accès et de circulation .....	8
1.13	Diagnostic amiante.....	9
1.14	Conformité aux normes et règlements.....	9
1.14.1.	Normes et règles techniques :.....	9
1.14.2.	Textes législatifs :.....	9
1.14.3.	Établissements recevant du public .....	9
1.14.4.	Accès aux personnes handicapées.....	10
1.14.5.	Réglementation sur les déchets .....	11
1.14.6.	Autres textes applicables.....	11
1.15	Agréments .....	12
1.16	Prescriptions générales concernant l'isolement des locaux et les stabilités au feu des structures .....	12
2	DISPOSITIONS CONCERNANT LA PRÉPARATION DU CHANTIER .....	13
2.1	Conditions d'exécution générales .....	13
2.2	Durée de la période de préparation .....	13
2.3	Documents graphiques .....	13
2.4	Calendrier prévisionnel d'exécution .....	13

11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 3 sur 28

2.5	Installations de chantier.....	14
3	PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX .....	15
3.1	Ordonnancement des travaux .....	15
3.2	Rendez-vous de chantier .....	15
3.3	Stockage de matériels et de matériaux .....	15
3.4	Échantillons – Maquettes - Prototypes.....	15
3.5	Mitoyennetés.....	16
3.6	Implantation et niveaux.....	16
3.7	Réservations – Trous – Scellements.....	16
3.8	Incorporation - Fourreaux .....	17
3.9	Mesures de protections des ouvrages .....	17
3.10	Échafaudages – Moyens de levages .....	17
3.11	Sujétions relatives à l'environnement du chantier .....	17
3.12	Essais - Vérifications.....	17
3.13	Procès-verbaux des essais .....	18
3.14	Traitement des déchets.....	18
3.15	Nettoyages en fin de chantier .....	20
3.15.1.	Nettoyage général.....	20
3.15.2.	Nettoyages particuliers.....	20
3.16	Réception des supports.....	21
3.17	Documents à fournir après exécution et dossier d'intervention ultérieur sur les ouvrages .....	21
3.17.1.	Plans des ouvrages exécutés :.....	21
3.17.2.	Documents d'exploitation des ouvrages : .....	21
3.17.3.	Dossier sécurité : .....	21
3.18	Prescriptions du PGC SPS.....	22
3.19	Travaux liés à l'accessibilité handicapés.....	22
3.20	Acoustique.....	23
4	RAPPEL RÈGLEMENTATION PMR .....	24
4.1.	Stationnement extérieur – parking .....	24
4.2.	Cheminement extérieur .....	24
4.3.	Entrée de l'établissement .....	25
4.4.	Porte d'entrée .....	25
4.5.	Intérieur – Escalier .....	26
4.6.	Espaces de manœuvre et cheminement .....	27
4.7.	WC – Sanitaires.....	27

11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 4 sur 28

# 1 GÉNÉRALITÉS A TOUS LES LOTS

## 1.1 OBJET DES PRESTATIONS

Le présent C.C.T.P. est applicable aux travaux d'aménagement des bâtiments et équipement du centre pénitentiaire de MAUBEUGE pour la mise aux normes de l'accessibilité des personnes à mobilité réduites.

La réalisation des travaux qui seront définis aux entrepreneurs par ordre de service ou bons de commande, devra répondre aux clauses, conditions et prescriptions générales du présent C.C.T.P. Les éléments décrits dans le présent document concernent les prescriptions communes et propres afférentes aux différents lots du présent marché.

Le présent document a pour objet de définir le cadre technique commun de réalisation et de fourniture des prestations telles que défini au sein des Bordereaux de Prix Unitaire joint au marché. Il n'a pas vocation à être exhaustif, ceci notamment concernant les normes, DTU et règles de l'art.

Ce document concerne les lots suivants :

- Lot N° 01- Maçonnerie – Voirie - gros œuvre – carrelage - faïence - menuiseries intérieures.
- Lot N° 02 - Menuiseries métalliques - serrurerie.
- Lot N° 03 - Electricité.
- Lot N° 04 – Plomberie.
- Lot N° 05 - Peinture - revêtement de sol - signalétiques.

Le cahier des clauses communes traite du déroulement d'un chantier type nécessitant une adaptation fonctionnelle et technique propre à chaque intervention. L'entrepreneur ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux et terrains d'implantation des ouvrages à réaliser et des ouvrages limitrophes, non plus que tout éléments généraux et en relation avec l'exécution des travaux tels que moyens d'accès, topographie et nature des travaux à pied d'œuvre.... ainsi que tous renseignements à recueillir auprès des services publics ou autres (Services municipaux, concessionnaires,...).

Nous rappelons à l'entreprise qu'elle a, à charge, de s'assurer de la nature des terrains sur lesquels sont projetés les travaux, et d'effectuer, après accord du Maître d'œuvre, tous sondages qu'elle jugerait nécessaires.

## 1.2 GENERALITES

Les prescriptions édictées aux Prescriptions Communes à tous les Lots s'appliquent à l'ensemble des Entreprises titulaires d'un marché de travaux pour l'opération objet du présent C.C.T.P. Les ouvrages objets du marché seront exécutés suivant les prescriptions et dimensions du présent CCTP et seront conformes à la série des plans du dossier. Ils comprennent tous ouvrages annexes et prestations nécessaires au complet et parfait achèvement des travaux. L'entrepreneur devra fournir les installations complètes, en ordre de fonctionnement. Tous les travaux devront être exécutés selon les Règles de l'Art.

## 1.3 DEFINITION DES INTERVENANTS

**Maître d'Ouvrage :**

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES  
DES HAUTS DE FRANCE  
123 Rue Nationale – BP 765  
59034 LILLE  
TEL : 03.20.63.66.72 FAX: 03.20.63.66.46**

11842		CAHIER DES CHARGES	
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 5 sur 28

**Maître d'Œuvre :**

**IPH – DÉPARTEMENT BATIMENT**  
831, rue Quentin de la Tour  
02100 – HARLY  
**TEL : 03.23.68.68.08 FAX: 03.23.08.90.27**  
**Contact Mme Carole BOSSEAUX**  
**Tél: 06.79.09.64.00**

#### **1.4 CONTENU DES DOSSIERS DE CONSULTATIONS DES ENTREPRISES**

Le dossier délivré à chaque entrepreneur. Chaque entrepreneur doit vérifier qu'il dispose des documents suffisants pour établir son offre de prix, et prendre éventuellement connaissance de l'ensemble des documents constituant le dossier complet, lequel peut être consulté au bureau d'études :

**IPH – DÉPARTEMENT BATIMENT**  
831, rue Quentin de la Tour  
02100 – HARLY  
**TEL : 03.23.68.68.08 FAX: 03.23.08.90.27**

Il doit réclamer au tireur de plans la délivrance de toute pièce complémentaire qu'il jugerait nécessaire à son étude de prix. Les documents complémentaires sont à la charge exclusive des entreprises. L'entrepreneur ne pourra, de ce fait, intenter aucun recours envers le maître d'ouvrage pour toutes erreurs, omissions ou mauvaise interprétation intéressant son lot en prétextant notamment que le dossier qui lui a été remis ne comprenait pas l'ensemble des documents de consultation.

#### **1.5 CONDITIONS CONTRACTUELLES**

Les entreprises seront réputées avoir connaissance complète du dossier et, en aucun cas, ne pourront se prévaloir de la non-connaissance du dossier général. Elles sont libres d'ailleurs de commander outre leurs propres dossiers, tels qu'ils sont prévus dans le cadre de la consultation, toutes pièces complémentaires des autres lots qu'elles jugeraient nécessaires à la bonne compréhension des travaux qu'elles ont à exécuter.


Lors de l'étude de leur offre, les entreprises sont invitées à faire connaître, par écrit joint à l'acte d'engagement, les anomalies ou erreurs, ou incertitudes qu'elles auraient relevées dans les pièces techniques en leur possession.

Après signature du marché, l'entreprise ayant accepté toutes les conditions du contrat, ne pourra en aucun cas faire valoir des suppléments pour omissions, erreurs, oublis, incertitudes quelconques relatifs aux limites de prestations sauf cas exceptionnels dérivant de travaux entraînés par des changements de programme intervenant après signature des marchés et commandés par le Maître de l'ouvrage.

#### **1.6 PRESENTATION DES OFFRES**

Outre les dispositions légales habituelles et les prescriptions du règlement de consultation, les offres seront présentées en suivant les précisions apportées ci-après :

- Les actes d'engagements seront fournis en un seul exemplaire et rédigés obligatoirement suivant le modèle joint.
- Le montant des options obligatoires devra impérativement apparaître en annexe à l'acte d'engagement.
- La décomposition du prix global et forfaitaire sera obligatoirement présentée en trois exemplaires suivant le DPGF inclus au dossier pour chaque lot. Les entreprises ont la faculté de sous détailler les articles des cadres sans en modifier l'ordre ni l'énumération, en respectant cependant les modes de métrés prescrits au C.C.T.P.

11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 6 sur 28

## 1.7 MARQUES

Les marques et références des produits, matériaux, appareils ou équipements figurant dans les CCTP devront être respectées dans la proposition de l'entrepreneur. Cependant, les soumissionnaires pourront proposer, un matériel de leur choix de caractéristiques équivalentes.

Le Maître d'Œuvre reste seul juge de l'acceptation des matériels et matériaux en question. Dans le déroulement du marché, l'entreprise est réputée engagée sur les marques et produits figurant dans sa proposition, ou à défaut sur les marques et produits indiqués dans le CCTP. En règle générale les marques sont précédées de la formule « Produit de référence, répondant aux spécifications, et donné à titre indicatif ». Les produits indiqués peuvent être remplacé par des produits techniquement équivalents.

## 1.8 ADAPTATION DES SOLUTIONS AUX MOYENS DE L'ENTREPRISE

En annexe à leur proposition, les entrepreneurs ont la faculté de proposer certaines adaptations des solutions prescrites aux moyens dont ils disposent, que ceux-ci résultent de procédés particuliers à leur entreprise, de la qualification de leur personnel, des possibilités de leur matériel ou de leurs relations commerciales privilégiées. Les solutions d'adaptation auront une portée limitée et devront strictement respecter les performances des prestations prévues au projet de base. Toute proposition d'adaptation est réputée comprendre la totalité des frais qui peuvent en résulter tels que sujétions sur les autres corps d'état, frais d'études etc...

Le Maître d'Œuvre reste seul juge de l'acceptation de ces adaptations au projet de base.

## 1.9 CONTENU DES PRIX

En complément des prescriptions énumérées aux pièces contractuelles visées au C.C.A.P., il est précisé que les prix forfaitaires soumissionnés sont réputés comprendre :

- Réfection des ouvrages défectueux constatés soit en cours d'exécution, soit à la réception. Tous les ouvrages dégradés devront être démolis et repris dans les conditions précisées par ordre de service ou sur le P.V. de réunion de chantier.
- Mise hors chantier immédiate des matériaux, matériels ou éléments préfabriqués défectueux ou refusés par le Maître d'Œuvre.
- Frais d'essais.
- Sujétions dues à la présence d'autres corps d'état sur le chantier.
- Fourniture d'échantillons et modèles d'appareillages.
- Transport, montage, manutention de tous les matériaux et matériel, échafaudages, coffrages, et toutes sujétions de mise en œuvre et pose des matériaux et matériel.
- Tous les travaux spéciaux tels que, épuisement de venues d'eau lors des travaux, travaux dans l'embarras des étais, réservation de passages de canalisations, feuillures, etc..., et tous travaux de protection des ouvrages pour éviter les dégradations de toute nature.
- En règle générale, tous travaux ou dispositions imposées par le Bureau de Contrôle et le Plan Général de Coordination, et nécessaires à la mise en conformité des ouvrages avec les règlements en vigueur.
- Les frais de main-d'œuvre, fournitures et énergie nécessaires aux essais des installations en vue de leur réception.
- Le nettoyage du chantier et l'emport des gravois aux centres de traitement des déchets, y compris nettoyage général de finition.
- Tous frais d'affichage réglementaire.
- Tous travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages et à leur fonctionnement normal
- Les frais de compte prorata.
- Les frais de préchauffage des locaux dans le cas où ils seraient nécessaires au respect du planning ou à la maintenance des ouvrages réalisés.
- Les frais de tirages et de reprographie pour l'établissement des marchés soit 2 exemplaires du dossier de consultation des entreprises complet tous corps d'état, par entreprises.
- Référé préventif sur l'état des lieux par huissier, établis avant démarrage des travaux.

11842		CAHIER DES CHARGES	
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 7 sur 28

## 1.10 OPTIONS

L'entrepreneur est tenu de répondre intégralement aux spécifications imposées au dossier de consultation et proposer un prix pour les options obligatoires demandées pour chaque lot.

Si la solution technique préconisée par le concepteur a été modifiée à l'initiative de l'entrepreneur et avec l'accord du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, toutes les études correspondant à cette modification, y compris la production de plans d'exécution conformes à la solution mise en œuvre, sont à la charge de l'entrepreneur.

Connaissance des lieux

L'entrepreneur est réputé avoir, préalablement à son étude de prix :

- Pris pleine connaissance du plan masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance et leurs particularités.
- Procédé à une visite détaillée du terrain et des lieux et pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couches superficielles, venues d'eau, etc...) à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communications et de transports, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des centres de traitement des déchets, etc...).

## 1.11 OBSERVATIONS IMPORTANTES

L'entrepreneur du présent lot devra obligatoirement prendre connaissance du CCTP des autres corps d'état, afin de contrôler la nature des prestations qui lui incombent. De plus, il devra également prendre connaissance des Prescriptions Communes à Tous les Corps d'État, ce chapitre reprenant toutes les obligations qui incombent à chaque entreprise. Il est également obligatoire de prendre connaissance de tous les documents constituant le marché (CCAP, rapport de sol, PGS, rapport du Bureau de Contrôle, etc.).

## 1.12 OBLIGATION DE L'ENTREPRENEUR

### 1.12.1 Obligation :

- **Les compagnons devront circuler en dehors de la zone chantier sans outils à la main ou dans les poches, sans ceinture outillée autour de la taille.**
- Toutes livraisons devront être signalées au responsable **3 jours** à l'avance, sous peine de refus de la livraison, le livreur devra **obligatoirement** rester en extérieur de l'établissement, **seule** l'entreprise sera **autorisée** à pénétrer dans l'enceinte pénitentiaire **sous réserve** que celle-ci respecte les conditions d'entrée.

### 1.12.2 Travaux en site occupé

Les travaux sont réalisés dans le cadre d'un établissement en fonctionnement 24h / 24h et ce 7/7 jours.

- La circulation des ouvriers et des matières feront l'objet d'un circuit bien identifié à respecter pour accéder aux zones en travaux (accès véhicules, accès ouvriers, zone de stockage...).
- Le stockage de matériel en dehors des zones de travaux n'est pas autorisé.
- La limite chantier / zone occupée RDC sera réalisée au moyen d'une cloison parfaitement étanchée (cf. installation de chantier), les portes et fenêtres seront maintenues fermées.
- Les travaux nécessitant des dégagements sonores importants seront soigneusement identifiés et planifiés avec le Maître d'Ouvrage afin de ne pas perturber le fonctionnement de l'Établissement.


**Les entrepreneurs devront programmer leurs interventions en accord avec l'établissement.**

**Ils devront notamment respecter strictement les dates et horaires définis.**

**L'accès à l'établissement est conditionné par la fourniture préalable des cartes d'identité des personnels intervenants.**

Un planning bruit devra être mis en place.



11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 8 sur 28

### 1.12.3 Matériels et outillages

Les entrepreneurs devront avoir un inventaire précis de leur matériel. Les différents outils seront peints et repérés au nom de l'entreprise. La liste inventaire sera obligatoirement avec le matériel.

Un contrôle d'outillage pourra être effectué par le Maître d'Ouvrage ou la Maître d'œuvre à tous moment choisi par lui.

Toute anomalie dans l'inventaire sera susceptible de mettre en place des pénalités.

Toute perte ou disparition d'outil de quelque nature que ce soit devra être signalée le plus rapidement possible aux services techniques de l'établissement.

### 1.12.4 Contrainte des employés

Ils devront être nominativement désignés au démarrage des travaux. Leur nombre devra être défini en fonction du délai d'exécution, il ne devra pas, dans la mesure du possible, varier pendant la durée des travaux. Les compagnons devront **OBLIGATOIREMENT** :

- Être en possession de la carte d'identité.
- Être en possession de la carte professionnelle.
- Ne pas être en possession de portable à l'intérieur de la structure.
- Obligation de porter une combinaison spécifique à l'entreprise, ou à défaut un badge avec le nom de l'entreprise
- Ne pas posséder d'objet litigieux.
- Obligation de surveillance stricte des outils.

**Un ouvrier intervenant dans l'établissement ne pourra être remplacé que pour des raisons impératives que l'entrepreneur devra justifier.**

### 1.12.5 Contrainte de l'entrepreneur

L'entrepreneur s'engage à :

- Assurer l'organisation de son chantier pour permettre à tout moment le bon déroulement des travaux dans les meilleures conditions et délais contractuels.
- Les entreprises auront à leur charge et dans le cadre de leur marché, la protection des lieux occupés, la mise en place d'écran pour protection physique et anti poussière (entre les différentes activités et les zones chantier).
- La protection des installations existantes, pour ne pas créer, pendant la durée des travaux, des perturbations dans les lieux occupés et en service (réseaux électriques, téléphoniques, de chauffage, d'eaux, informatique, etc.)
- Les entreprises devront prendre toutes les précautions nécessaires, afin de préserver l'intégralité des locaux occupés ou conservés, et de causer un minimum de trouble et de perturbation.
- Tous les moyens nécessaires seront mis en œuvre (en accord avec la Maîtrise d'Œuvre et le CSPS), pour qu'il en soit ainsi.
- Tous raccords et remises en état des zones à conserver, sont dus par les entreprises concernées et inclus dans leurs prix. Il est signalé aux entreprises qu'elles sont responsables de tous les dégâts qu'elles pourraient occasionner dans les locaux occupés et conservés.

### 1.12.6 Dispositions supplémentaires à prendre

Les travaux seront exécutés avec des interventions en plusieurs phases, les Entrepreneurs se coordonneront pour la réalisation de l'ensemble des tâches, les travaux s'effectueront en commun dans la mesure du possible, afin de réduire au maximum les nuisances pendant l'exécution de leurs tâches.

Les travaux d'exécution seront réalisés afin de créer le minimum de perturbations et dans un temps aussi réduit que possible ; tous les moyens adéquats seront mis en œuvre pendant les interventions (mise en place de groupe électrogène, branchement provisoires, etc...)

### 1.12.7 Contraintes d'accès et de circulation

S'agissant de travaux dans une zone à haut risque, l'entreprise devra se soumettre aux contraintes d'accès et de circulation et obtenir toutes les autorisations de voirie nécessaires.

Le stationnement devra cohabiter avec celui de l'établissement ne devra pas gêner celui-ci.  
Pendant les heures d'entrée et de sortie des visiteurs, il sera interdit de circuler et de livrer.



11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 9 sur 28

### **1.13 DIAGNOSTIC AMIANTE**

Le rapport amiante sera fourni au dossier de consultation des entreprises.

### **1.14 CONFORMITE AUX NORMES ET REGLEMENTS**

Les ouvrages seront exécutés en conformité avec la totalité des règlements en vigueur à la date du marché (règles de l'art, normes, DTU, règles et recommandations professionnelles, textes législatifs, euro codes, ....), la liste des textes généraux ci-après est donnée à titre indicatif et n'est pas réputée exhaustive (les textes élaborés au niveau européen ont priorité sur les textes nationaux) :

#### **1.14.1. Normes et règles techniques :**


- Normes Françaises (NF) et documents techniques unifiés (D.T.U.) et notamment ceux réunis dans le R.E.E.F.
- Cahiers des prescriptions techniques générales (C.P.T.C.) et cahier de centre scientifique et technique du bâtiment (C.S.T.B.).
- Normes françaises de l'U.T.E.
- Règlement sanitaire Départemental.
- CCAG travaux.
- Toutes normes (y compris DTU), réglementations, guides, recommandations, avis techniques, règles professionnelles, et autres documents....).
- Recommandations professionnelles « Rge 2012 ».
- Eurocodes.

#### **1.14.2. Textes législatifs :**

- Classification des matériaux d'après leur comportement au feu.
- Code de la construction et de l'habitation : articles R 121-1 à R 121-13, fixant la classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie.
- Arrêté du 4 juin 1973 portant classification des matériaux et éléments de construction par catégories selon leur comportement au feu et définissant les méthodes d'essais (modifié par l'arrêté du 19 décembre 1975).
- Loi 78-12 du 4 Janvier 1978 sur l'assurance construction.
- Fascicule 81.13 bis pour le contrôle de V.R.D.
- Directive 2004/18/CE du parlement européen et du conseil du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services.
- Arrêté du 28 aout 2006 relatif aux spécifications techniques des marchés et accords cadre, du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

#### **1.14.3. Établissements recevant du public**

- Code de la construction et de l'habitation : articles R 123-1 à R 123-55, fixant les dispositions destinées à assurer la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Décret N° 73-1007 du 31 octobre 1973 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (brochure N° 1011).
- Arrêté du 25 juin 1980, portant approbation du nouveau règlement de sécurité (modifié par l'arrêté du 2 février 1993, l'arrêté du 10 novembre 1994 et par l'arrêté du 12 juin 1995).
- Arrêté du 4 Novembre 1975 et instruction technique du 1er Décembre 1976, relatifs à l'utilisation de matériaux et produits de synthèse dans les ERP.
- Arrêté du 6 Mai 1988, relatif aux équipements et aux caractéristiques thermiques dans les locaux à usage d'enseignement.
- Circulaire du 3 mars 1982 regroupant les trois instructions suivantes :
  - L'instruction technique N° 246 du 5 mars 1982 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public, modifiée par l'arrêté du 22 mars 2004.

11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 10 sur 28

- L'instruction N° 247 du 3 mars 1982 relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage.
- L'instruction N° 248 du 3 mars 1982 relative aux systèmes d'alarme utilisés dans les établissements recevant du public.
- L'instruction N° 263 relative à la construction et au désenfumage des volumes libres intérieurs dans les établissements recevant du public.
- Circulaire du 21 juin 1982 donnant le texte de l'instruction technique N° 249 du 21 juin 1982, relative à la résistance à la propagation du feu par les façades des établissements recevant du public : cette instruction donne les solutions techniques ne nécessitant pas de vérifications expérimentales.
- Cahiers de la prévention concernant l'interprétation de certains points particuliers de la réglementation incendie sur les risques d'incendie et de panique dans les ERP et les IGH.


#### 1.14.4. Accès aux personnes handicapées

##### Lois et ordonnances

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.
- Extrait de la loi du 11 février 2005 relatif au cadre bâti.
- Extrait de la loi du 25 mars 2009 autorisant certaines dérogations aux PLU.
- Loi n° 2011-901 du 28 juillet 2011 tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap.
- Ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées.

##### Décrets

- Décret général consécutif à la loi du 11 février 2005 : Décret N° 2006-555 du 17 mai 2006 (voir version consolidée ci-dessous).
- Dispositions relative au code de l'urbanisme : Décret N° 2007-1327 du 11 septembre 2007 et « Décret du 17 mai 2006 consolidé par celui du 11 septembre 2007 ».
- Décret modifiant l'échéance des dates de diagnostics : Décret no 2009-500 du 30 avril 2009.
- Commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité (CCDSA) : Décret N° 2006-1089 du 30 août 2006 modifiant le décret du 8 mars 1995 ; Décret N° 95-260 du 8 mars 1995 version consolidée.
- Extrait du décret du 18 juin 2009 autorisant dans le code de l'urbanisme certaines dérogations aux PLU dans le cas de travaux concernant l'accessibilité.
- Décret relatif à l'accessibilité des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente : Décret n° 2014-337 du 14 mars 2014.
- Établissements recevant du public dans un cadre bâti existant : Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014.
- Agenda d'Accessibilité Programmé : Décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014.
- Logements neufs : Décret n° 2015-1770 du 24 décembre 2015.
- Contrôles et sanctions liées aux Agendas d'Accessibilité programmés : Décret n° 2016-578 du 11 mai 2016.
- Registre accessibilité, solutions d'effet équivalent dans les établissements recevant du public neufs et existants : Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017.
- Dérogations pour protection du patrimoine : Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017.

11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 11 sur 28

## Arrêtés

Arrêtés décrivant les exigences techniques à respecter :

- Arrêté du 26 février 2007 (relatif aux bâtiments d'habitations collectifs existants) et Arrêté du 26 février 2007 permettant de calculer le coût pris en compte pour déterminer la valeur du bâtiment mentionné à l'article R. 111-18-9.
- Arrêté du 14 mars 2014 (fixant les dispositions relatives à l'accessibilité des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente) et arrêté du 14 mars 2014 modifiant l'arrêté du 1er août 2006 (relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction).
- Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.
- Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

Arrêtés définissant le contenu des dossiers de demande d'autorisation de construire d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public :

- Arrêté du 11 septembre 2007 relatif au dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées.

### 1.14.5. Réglementation sur les déchets


- Circulaire du 15/02/00 - Décrets du 18/04/02.
- Circulaires des 18/06/01 et 27/06/02.

### 1.14.6. Autres textes applicables

- Arrêté du 23 juin 1978, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux, ou recevant du public.
- Arrêté du 31 janvier 1989 relatif aux parcs de stationnement.
- Arrêté du 21 mars 1968, modifié par les arrêtés des 26 février 1974 et 3 mars 1976, relatif aux règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation des produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la réglementation des établissements recevant du public.
- Arrêté de toxicité du 4 novembre 1975.
- Arrêté du permis de construire.
- Ensemble des arrêtés, normes et instructions, rendus obligatoires par les textes énumérés ci-avant.

Les textes cités ci-dessus sont, dans leur majorité, regroupés dans la brochure N° 1011 du J.O. et intitulée : "SÉCURITÉ CONTRE L'INCENDIE - Établissements recevant du public", et dans la brochure 1477 (7 tomes) : "Sécurité contre l'Incendie - Nouvelle réglementation".

**Les ouvrages et travaux décrits au présent CCTP, devront être conformes à toutes les normes, règlements, et autres, listés ci-dessus, ou aux règlements européens équivalents, la liste n'est pas exhaustive.**

11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 12 sur 28


### ***1.15 AGREMENTS***

Les ouvrages considérés comme non traditionnels auxquels aucun D.T.U. n'est applicable devront, sauf prescription contraire du présent C.C.T.P., bénéficier d'agrément du C.S.T.B. dont l'avis technique devra être en cours de validité. L'entrepreneur devra pour les ouvrages en question, fournir toutes justifications concernant les agréments des procédés utilisés.

Les procès-verbaux de réaction et/ou résistance au feu de tous les matériaux mis en œuvre doivent être transmis au bureau de contrôle. Ces PV doivent émaner de laboratoires agréés, et dater de moins de 5 ans au moment de la pose.

### ***1.16 PRESCRIPTIONS GENERALES CONCERNANT L'ISOLEMENT DES LOCAUX ET LES STABILITES AU FEU DES STRUCTURES***

Les prescriptions particulières de tenue au feu des éléments de structure sont définies dans l'arrêté du 10 Septembre 1970 relatif aux règles de sécurité Incendie dans les immeubles recevant du Public.

11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 13 sur 28

## 2 DISPOSITIONS CONCERNANT LA PRÉPARATION DU CHANTIER

### 2.1 CONDITIONS D'EXECUTION GENERALES

L'entreprise doit prendre toutes dispositions pour :

- L'organisation du chantier et les installations sanitaires.
- Assurer la pérennité des ouvrages réalisés, et ce, jusqu'à la réception des travaux.

Par ailleurs, les mêmes dispositions sont applicables aux implantations ainsi qu'à tous les ouvrages existants.

En cas d'inobservation, l'entreprise aura à charge les remises en états nécessaires. Il est ici rappelé la réglementation essentielle applicable dans le domaine de la construction, à laquelle les entrepreneurs seront soumis.

### 2.2 DUREE DE LA PERIODE DE PREPARATION

Le CCAP fixe à 30 jours la durée de la période de préparation, laquelle est comprise dans le délai d'exécution des travaux. Sur décision du Maître d'Œuvre, et après accord préalable du maître d'ouvrage, cette période pourra être prolongée.

### 2.3 DOCUMENTS GRAPHIQUES

Avant toute exécution, l'entrepreneur doit procéder à la vérification des cotes de tous les plans dressés et signaler au Maître d'Œuvre, au moins dix jours avant l'expiration de la période de préparation, les erreurs ou omissions qui pourraient s'y trouver. Il est précisé qu'en cas de non-concordance sur les plans Techniques, les indications figurant sur les plans du maître d'œuvre. Il doit également signaler tout ce qui lui semblerait ne pas être conforme aux règles de l'Art, demander toutes explications à ce sujet et éventuellement proposer toute modification dans le cadre du forfait.

Le dossier remis aux entrepreneurs lors de la consultation est un dossier directeur. Les entrepreneurs doivent de leur propre initiative ou sur la demande du maître d'œuvre, établir tous les plans de détails nécessaires à l'exécution des travaux. Ils sont adressés au maître d'œuvre qui en effectue le contrôle avec le concours du bureau de contrôle.

En règle générale, tous les plans de détails, plans de réservation, plans de fabrication, plans de pose, sujétions des différents lots dans les ouvrages communs sont l'affaire exclusive des entreprises. Les conflits éventuels sont arbitrés par le maître d'œuvre.

La réservation des scellements, trous et trémies pour le passage des ouvrages de second œuvre dans le gros œuvre est faite à partir des plans de détails des entreprises intéressées. Si ultérieurement, des ouvrages se révèlent nécessaires du fait d'erreurs ou d'omissions et de quelque nature qu'elles soient, les frais relatifs à leur exécution sont à la charge des entreprises de second œuvre en question

### 2.4 CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le calendrier d'exécution des travaux sera établi sur les bases contractuelles figurant sur le planning enveloppe joint au dossier de consultation. Les dates de mise hors d'eau hors d'air, de fin de structure, de livraisons partielles de locaux ou de bâtiments, etc..., qui sont imposées au calendrier prévisionnel devront donc être strictement respectées.

Le calendrier d'exécution sera mis au point par le maître d'œuvre ou par son représentant, dans le cadre des dispositions du CCAP et de l'article 28 du C.C.A.G.


Les entrepreneurs sont tenus de participer à toutes réunions de travail, de planification que le maître d'œuvre estimera utile de prévoir. Ils devront établir tous documents, toutes analyses de leurs travaux qui seraient nécessaires à la préparation de cette organisation.

11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 14 sur 28

## 2.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER

En cas de contradiction entre le présent C.C.T.P. et les pièces administratives du marché, ce sont ces derniers documents qui priment. A noter que la totalité des installations de chantier sera réalisée sur une zone :

- L'emprise du chantier.
- L'emprise de stockage : sera définit avec le CSPS.
- Stationnement des véhicules interdit sur le chantier.
- L'entreprise de Gros-œuvre a à sa charge :
  - Branchements provisoires eau, électricité, et égout, compris comptages de chantier, réseaux provisoires extérieurs, branchements correspondants, comptage spécifique pour base de vie,...
  - Les réseaux électriques et protections correspondantes propres à ses matériels lourds (grue, bétonnières, etc...).
  - Voie d'accès et de circulation provisoire, exécution, entretien, et évacuation en fin de chantier.
  - Nivellement pour emplacement des baraques de chantier.
  - Signalisation de chantier.
  - Panneau de chantier suivant indications du CCTP particulier au Gros-Œuvre.
  - Bureau de chantier sera définit avec le CSPS.
  - Dispositifs communs de sécurité et d'hygiène de chantier et leur entretien, y compris réseaux correspondants (vestiaires, sanitaires, réfectoire, et tous ouvrages de protection et de sécurité).
  - Clôture de chantier.
  - Totalité des prestations prévues au lot Gros-Œuvre par le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.
- L'entreprise d'électricité a à sa charge :
  - La mise en place d'une prise de terre de chantier si la prise de terre définitive ne peut être immédiatement exécutée.
  - La distribution d'un réseau électrique provisoire intérieur comprenant un interrupteur différentiel, au départ du branchement de chantier, les canalisations d'alimentation et 2 tableaux de chantier comprenant 2 prises tétra polaires 380 V + T et 4 prises bipolaires 220 V + T, par niveau, une fois les structures exécutées.
  - L'installation de l'éclairage de chantier, des circulations horizontales et verticales, et des escaliers d'accès au sous-sol et des sous-sols.
  - Totalité des prestations prévues au lot Electricité par le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.
- L'entreprise de Plomberie a à sa charge :
  - Un réseau d'eau provisoire intérieur comprenant 2 robinets de prises d'eau à établir aux emplacements indiqués par le Maître d'œuvre (dont 1 spécifique pour la base de vie).
  - Totalité des prestations prévues au lot Plomberie par le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé Les autres frais communs sont à inscrire au compte prorata.

11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 15 sur 28

### 3 PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX

#### 3.1 ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX

Le chantier fera l'objet d'un ordonnancement assuré directement par la maîtrise d'œuvre. L'entrepreneur doit apporter dans la réalisation des travaux la plus grande diligence, suivre leur échelonnement et leur exécution dans les délais prescrits et suivant l'organisation établie par le maître d'œuvre.

Lors de la remise des documents d'ordonnancement au maître d'ouvrage, les entrepreneurs seront réputés les connaître parfaitement et les admettre sans restriction ni réserve quant à :

- La décomposition en tâches des travaux et l'ordre logique d'enchaînement des tâches.
- Les dates de début et de fin prévues pour chaque tâche L'entrepreneur maintiendra sur chantier, les effectifs requis pour exécuter les tâches qui lui incombent dans les délais définis par la planification.

Tout retard dans le respect des calendriers ou des conditions d'approvisionnement fera l'objet d'une indemnité provisoire systématiquement appliquée par le maître d'œuvre aux responsables du retard. Ces indemnités provisoires seront retenues automatiquement sur les états de réglemets aux entreprises.

Les indemnités ainsi retenues constitueront provision pour couvrir les pénalités de retard auxquelles l'ensemble des entreprises est exposé. Les pénalités de retard ne peuvent être déterminées et décidées qu'en fin du délai contractuel pour un ensemble de travaux, s'il est constaté effectivement qu'il y a eu dépassement des échéances prévues pour les livraisons.

#### 3.2 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par la maîtrise d'œuvre, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner, sur le champ, les ordres nécessaires aux personnels de l'entreprise sur le chantier.

La présence de tous les entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant, mention du fait est portée sur le procès-verbal de rendez-vous de chantier et le maître d'œuvre est en droit de prendre toutes décisions nécessaires à la marche des travaux et de les faire exécuter, si besoin est, par une autre entreprise aux frais de l'entreprise défaillante.

Les pénalités prévues au marché pourront être appliquées pour ces absences.

#### 3.3 STOCKAGE DE MATÉRIELS ET DE MATÉRIAUX

Aucun dépôt de matériel ou de matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur du bâtiment sauf autorisation écrite spéciale du maître d'ouvrage pour une durée limitée. L'entrepreneur a à sa charge, les baraquements et installations divers nécessaires tant à l'exécution de ses travaux qu'à la protection de ses approvisionnements et matériels.

#### 3.4 ÉCHANTILLONS – MAQUETTES – PROTOTYPES

Afin de permettre au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre de s'assurer d'une part, de la parfaite compréhension des plans, pièces écrites et documentations, et d'autre part, de la qualité des ouvrages, l'entrepreneur sera tenu de présenter tous échantillons de toutes natures et tous prototypes de matériel jugés nécessaires et demandés par la maîtrise d'œuvre.

Pour tous les ouvrages décrits dans le présent CCTP, les teintes seront systématiquement au choix du maître d'œuvre, dans toute la gamme du fabricant.



11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 16 sur 28

Ces échantillons seront présentés dans les délais prescrits, dans leur forme d'utilisation et ce dans le cadre des délais d'approvisionnement en rapport avec ceux du planning contractuel des travaux. Le maître d'œuvre est seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

Les prototypes réalisés par les entreprises seront étudiés par les divers intervenants (Maître d'Œuvre, Maître d'Ouvrage, Bureau de Contrôle, ...). Puis, suite aux demandes éventuelles de ces intervenants, ils seront modifiés par l'entreprise. Une fois le prototype définitif réalisé par l'entreprise et accepté par tous les intervenants, ce prototype devient l'élément de référence, et prime sur tous les autres documents (plans d'exécution, plans du maître d'œuvre, ccp, ....).

Aucune commande de matériel ne peut être passée par l'entrepreneur sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par l'accord écrit du maître d'œuvre (dans le procès-verbal du rendez-vous de chantier ou par ordre écrit).

### **3.5 MITOYENNETES**

Des précautions particulières sont à prendre pour l'exécution des travaux contre les murs existants, mitoyens ou privés, en limite de la parcelle. Aucun remblai, ou autre ouvrage, ne sera effectué avant exécution des travaux prévus pour préserver les murs existants.

Les semelles de fondation ne doivent pas déborder de la limite de propriété, sauf spécifications contraires et explicites du C.C.T.P.

### **3.6 IMPLANTATION ET NIVEAUX**

L'implantation générale et le piquetage des plateformes sont à la charge de l'entrepreneur de Gros Œuvre suivant spécification détaillées figurant au devis descriptif de ce lot.

Le niveau sera tracé par l'entreprise de Gros-Œuvre, toutes les entreprises devront s'y référer. Il sera repéré dans tous les locaux d'une façon permanente et facilement repérable. L'entrepreneur de Gros-œuvre assurera le traçage de ce niveau sur les quatre faces de tous les locaux. Il le rétablira autant de fois que nécessaire.

### **3.7 RESERVATIONS – TROUS – SCHELLEMENTS**

Les entreprises des divers corps d'état exécutent à leurs frais et conformément aux règles de l'art, les tranchées, percements, trous de scellement, rebouchages, et raccords divers nécessaires à leurs propres travaux.

Toutefois, l'entrepreneur du lot Gros-Œuvre, sera tenu de réserver gratuitement tous les trous, réserves et feuillures que les entreprises lui demanderaient en temps voulu dans les ouvrages en béton armé et dans les murs en maçonnerie d'une épaisseur supérieure ou égale à 15 cm.


Les entrepreneurs des lots des divers corps d'état établiront les plans des trous et réserves qu'ils remettront à l'entreprise de Gros-Œuvre.

Les réservations qui ne seront pas demandées en temps voulu pourront ne pas être prises en compte sans que l'entreprise concernée ne puisse élever de réclamation. Ces trous seront exécutés aux frais de l'entreprise concernée par l'entrepreneur de Gros-Œuvre, dans la mesure où ils sont techniquement réalisables.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur responsable supportera les frais des modifications nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Dans le cas où l'élément de structure ou le mur en question a une qualité coupe-feu imposée, le mode de rebouchage devra faire l'objet d'un accord préalable du Bureau de contrôle.

Les rebouchages horizontaux seront réalisés par le lot gros œuvre. Les rebouchages verticaux seront réalisés par les corps d'états intéressés.

11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 17 sur 28

### **3.8 INCORPORATION - FOURREAUX**

L'entreprise de Gros-œuvre doit la mise en place dans les coffrages ou éléments préfabriqués des taquets, goujons, douilles, fourreaux fournis par des corps d'état intéressés et à leur demande. Les renseignements, plans et gabarits éventuels nécessaires à leur implantation dans la structure sont dues par chacun des corps d'état intéressés.

Tous les fourreaux de traversées de sols ou de murs (non fendus et posés avant réseaux) seront très soigneusement colmatés par un produit plastique assurant une parfaite étanchéité et la libre dilatation de la tubulure; ce colmatage est à la charge de l'entreprise ayant assuré la pose de la canalisation et de son fourreau.

La prestation du lot Gros-Œuvre comprend notamment l'incorporation sur certaines façades des grilles de prise d'air suivant repérage des plans techniques.

L'électricien a à sa charge la totalité de ses incorporations en murs ou en plancher. Il devra suivre l'avancement des travaux de Gros-Œuvre et disposer sur chantier du personnel nécessaire pour ne pas ralentir les travaux de coffrage et de coulage des bétons.

### **3.9 MESURES DE PROTECTIONS DES OUVRAGES**

Les entrepreneurs de tous corps d'état assureront pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception, la protection efficace de tous les travaux ou matériels exécutés ou posés par leur soin. Cette protection porte principalement contre les altérations et parements (notamment pour les parties métalliques qui seront recouvertes sur toutes leurs faces d'un enduit ou d'une pellicule de protection jusqu'à la réception), le maintien en bon état de fonctionnement, la protection des arêtes et de tout ouvrage ou matériel fragile.

Les entrepreneurs seront responsables et auront donc à leur charge et à leurs frais tous travaux de remise en état qui s'avéreraient nécessaires à la suite de dépréciations provenant d'une absence ou d'une insuffisance des mesures de protection.

### **3.10 ÉCHAFAUDAGES – MOYENS DE LEVAGES**

Les échafaudages et moyens de levages devront être conformes aux spécifications et aux normes en vigueur.

Ils comporteront des plateaux intermédiaires tous les 3 m maximum. Des moyens d'accès par échelles avec trappes ou par escalier avec garde-corps.

L'entreprise est fortement invitée à utiliser du matériel présentant les meilleures garanties de sécurité, en particulier comportant des dispositions assurant les protections collectives à l'avancement.

Les échafaudages et moyens de levages devront être réceptionnés avant utilisation. La notice technique et la note de calculs sont obligatoires. Prévoir également un balisage en pied.

### **3.11 SUJETIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER**

Les travaux se déroulant dans un bâtiment en activité, chaque entreprise s'assurera de n'entraîner aucun risque aux occupants des locaux.

A cet effet, tous travaux à proximité du public s'effectueront après mise en place de balisage ou de clôture adaptée aux travaux concernés.

### **3.12 ESSAIS - VERIFICATIONS**

L'entrepreneur sera tenu de procéder ou de faire procéder à ses frais, par des spécialistes et en présence du maître d'œuvre ou de son représentant, aux prélèvements, études de laboratoires, essais sur chantier ou en usine tel qu'il résulte :

- Des textes en vigueur à la date d'exécution des travaux (en particulier Normes Françaises (N.F.) et Documents Techniques Unifiés (D.T.U.).
- Des prescriptions particulières énoncées aux CCTP particuliers de chaque lot.

L'entrepreneur fournira le personnel, le matériel et les matériaux nécessaires aux essais et épreuves.

11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 18 sur 28

Les études de laboratoires, essais et épreuves seront renouvelés aux frais de l'entrepreneur tant que leurs résultats ne s'avéreront pas concluants.

Au cas où les résultats obtenus se révéleraient inférieurs à ceux des prescriptions du dossier contractuel ou exigées par les règles de l'art, le maître de l'ouvrage aura la faculté soit de prescrire la réfection totale ou partielle des travaux aux frais de l'entrepreneur concerné, soit d'appliquer une moins-value sur le prix de règlement des ouvrages ou des matériaux intéressés.

### **3.13 PROCES-VERBAUX DES ESSAIS**

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum avant réception les essais et vérifications figurant sur la liste établie par le COPREC, en accord avec les assureurs, dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Cette liste est parue au supplément Cahier spécial N° 4954 du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment du 06 novembre 1998. Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux suivant modèle parus au supplément Cahier spécial N° 4954 du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment du 06 novembre 1998. Ces procès-verbaux devront être envoyés pour examen au bureau de contrôle en deux exemplaires. Ce dernier adressera au maître d'ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portant sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

### **3.14 TRAITEMENT DES DECHETS**

La réglementation française prévoit un certain nombre de précautions à prendre pour assurer une bonne gestion des déchets, en protégeant l'environnement et la santé humaine.

Les obligations imposées par ce plan devront être suivies par les entreprises. La réduction des déchets à la source est un objectif obligatoire qui doit être suivi à toutes les phases du chantier (choix des matériaux, mode de conditionnement, système de mise en œuvre, ....).

Dans la mesure du possible, la mise en stockage des déchets est à proscrire (au profit du recyclage et de la valorisation des déchets). Selon nécessité, les bennes suivantes seront mises en place :



Les bennes doivent bénéficier d'une signalétique individuelle et clairement identifiable, et doivent être fermées de façon à empêcher que les déchets ne s'envolent sous l'effet du vent.

Les zones de stockage seront nettoyées deux fois par semaine.

Chaque entreprise doit évacuer ses bennes jusqu'aux centres de traitement des déchets. Pour chaque type de déchet, des filières de traitement et de valorisation seront recherchées à l'échelle locale : - bétons et gravats inertes :

- Enfouissement, concassage, criblage, triage, calibrage, puis réutilisation.
- Déchets métalliques : ferrailleurs - bois : tri entre bois traités et non-traités, recyclage des bois non traités.
- Cartons et papiers : centre de traitement des déchets adapté - verre : centre de traitement des déchets adapté
- Plâtre : centre de traitement des déchets adapté.
- Déchets verts : compostage.
- Plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première, incinération, centre de traitement des déchets de classe I ou classe II.
- Peintures et vernis : tri et incinération ou centre de traitement des déchets de classe I.
- Divers (classés en déchets industriels banals) : compactage et mise en centre de traitement des déchets de classe II.
- Amiante : centre de traitement des déchets adapté.
- Plomb : centre de traitement des déchets adapté.

11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 20 sur 28

- Termes : brûlés sur site, après obtention préalable des autorisations nécessaires auprès des organismes adaptés.
- Autre DIS : centre de traitement des déchets adapté Pour tous les types de déchets, le suivi et la gestion doivent être clairement identifiables par l'intermédiaire de bordereaux de suivi (depuis le chantier jusqu'à la destination "finale").

### 3.15 NETTOYAGES EN FIN DE CHANTIER

#### 3.15.1. Nettoyage général

En fin de chantier, le nettoyage général tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des constructions sera exécuté par l'entrepreneur du lot Gros-Œuvre et l'ensemble des gravois évacués par ses soins au moyen de bennes. Les dépenses correspondantes sont réparties comme suit :

- Bâtiments proprement dits :
  - Au prorata du montant de chaque lot.
- Les extérieurs des bâtiments :
  - Au prorata du montant de chaque lot.

#### 3.15.2. Nettoyages particuliers

Ils seront exécutés dans les conditions ci-après :

- Les entreprises de Revêtements de Sols assureront le nettoyage de tous les revêtements de sols et de murs exécutés par leurs soins.
- Les entrepreneurs de Menuiserie bois métal, Serrurerie, assureront la pose de toute la quincaillerie définitive en remplacement de la provisoire qui aura pu leur être demandée pour la durée du chantier, ils assureront en outre tous les réglages et graissages des organes de manœuvre et de fermeture, tous les habillages et mises en jeu nécessaires
- L'entrepreneur de Plomberie assurera la pose de tous les accessoires chromés et en métal blanc ainsi que les réglages et vérifications complètes de ses installations portant notamment sur l'étanchéité des joints et branchements, fonctionnement normal de tous les robinets et coupures, écoulement normal des siphons et conduites d'écoulement ; il assurera également le nettoyage complet des appareils sanitaires.
- L'entrepreneur d'électricité assurera la pose de tous les accessoires des interrupteurs et prises de courant, des lampes et appareillages divers.
- L'entrepreneur du lot Peinture – Revêtement de sol assurera le décapage de toutes traces de peinture sur sols, murs, appareils sanitaires, etc... Il procédera au nettoyage de l'ensemble des vitrages, sur leurs deux faces, et exécutera le nettoyage final avant réception de l'ensemble des locaux, dans les conditions fixées au CCTP particulier de ce lot.

Les nettoyages seront à réaliser 3 fois :

- Premier nettoyage juste avant les O.P.R.
- Deuxième nettoyage juste avant la réception.
- Troisième nettoyage juste avant la livraison effective du bâtiment.

11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 21 sur 28

### **3.16 RECEPTION DES SUPPORTS**

Certaines entreprises doivent exécuter leurs travaux sur des supports réalisés par d'autres corps d'état. La réception des supports entre les entreprises concernées doit être établie selon la procédure suivante :

- Mise au point d'un procès-verbal de formulation de réception des supports (établi par les entreprises réceptionnant les supports), listant les non conformités relevées par les entreprises réceptionnant les supports.
- Travaux nécessaires pour lever ces non conformités, réalisés par l'entreprise livrant le support.
- Établissement d'un procès-verbal de réception du support après réalisation des travaux de réfection (établi par les entreprises réceptionnant les supports), contradictoirement par les entreprises réceptionnant et les entreprises livrant le support.

Un exemplaire de chaque procès-verbal sera envoyé en copie à la maîtrise d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage. En cas de démarrage des travaux sans réalisation de ces procédures de réception des supports, les entreprises concernées sont réputées avoir accepté les supports, et font leur affaire des travaux de préparation éventuellement nécessaires. Ces travaux sont réputés inclus dans les prix unitaires indiqués dans les devis des entreprises en questions.

### **3.17 DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION ET DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEUR SUR LES OUVRAGES**

#### **3.17.1. Plans des ouvrages exécutés :**

Ces plans correspondants aux plans d'exécution des ouvrages rectifiés en fonction des modifications apportées en cour de chantier, préciseront notamment les sections, emplacement des organes de contrôle, de coupure, de régulation, ainsi que tous les éléments nécessaires à la constitution du dossier des ouvrages exécutés.

Ils seront fournis en deux exemplaires, dont un sur support reproductible, ainsi que sur support informatique (1 exemplaire sur CD, au format PDF et source).

#### **3.17.2. Documents d'exploitation des ouvrages :**

Ils comprendront :

- Les certificats de garantie et d'entretien des appareils.
- Les propositions de contrats d'exploitation et de maintenance d'appareils particuliers.
- La liste des pièces de rechange de première urgence, ou ayant un long délai d'approvisionnement.
- Les notices de fonctionnement.
- Les consignes et notices d'entretien.
- Les synoptiques des installations.
- L'inventaire des équipements des locaux techniques.


#### **3.17.3. Dossier sécurité :**

Chaque entreprise devra fournir les procès-verbaux de réaction au feu et de résistance au feu des matériaux qu'elle mettra en œuvre. Ces procès-verbaux devront avoir été établis sur des essais datant de moins de cinq ans et émanant de laboratoires agréés.

Ils seront regroupés dans un classeur particulier à chaque entreprise, avec tous repérages nécessaires à la bonne compréhension de la répartition des différents matériaux ou ouvrages objets des procès-verbaux.

Le dossier de sécurité est à remettre en quatre exemplaires, dix jours avant la date fixée pour la réception des travaux.



11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 22 sur 28

### 3.18 PRESCRIPTIONS DU PGC SPS

L'ensemble des prestations relatives au respect des dispositions de sécurité et de protection de la santé, loi n° 93 – 1418 du 31 décembre 1993, et décret du 8 janvier 1965, modifié le 6 mai 1995 (articles 156 à 163), devront être prévues par les entreprises concernées.

Toutes les prestations énoncées et demandées au PGCSPPS sont prévues par l'entreprise, et leur rémunération est réputée incluse dans les prix unitaires.

### 3.19 TRAVAUX LIES A L'ACCESSIBILITE HANDICAPES

Les entreprises sont réputées avoir intégré à leur prix unitaires, la totalité des prestations nécessaires pour respecter la réglementation accessibilité handicapés. En particulier :

- Les handicapés doivent pouvoir accéder au bâtiment sur l'intégralité de la chaîne de déplacement, y compris depuis les parkings.
- Les pentes des revêtements de sols seront adaptées et aménagées avec les aires de repos nécessaires. Les bandes de guidage seront positionnées de façon à accompagner les handicapés sur toute la chaîne de déplacement.
- Les chasse-roues seront positionnés en rives de cheminements piétonniers.
- Aucun trou et fente > 2 cm ne sera toléré (tapis de sols, grilles, ...).
- Toutes les bandes de guidage, intérieures et extérieures, seront à prévoir.
- Tous les ouvrages d'éveil de vigilance en sols seront à prévoir (50 cm avant les premières marches, nez de marche antidérapant et de couleur vive, première et dernière contremarche de couleur vive, ...).
- Pour tous les seuils, une fois les travaux de gros œuvre et de l'ensemble des corps d'états effectués, les seuils au droit des menuiseries extérieures ne devront pas excéder 2 cm de hauteur. Aucun ressaut > 2 cm ne sera toléré au droit des revêtements de sols en général (tapis de sol, dallages, seuils, ...).
- Les places de stationnements handicapés seront signalées par les peintures de sols réglementaires.
- Pour les portes 2 vantaux, le vantail de service ménagera un passage libre de 0.90 m minimum.
- Les manœuvres de toutes les portes, menuiseries, ..., manuelles ou motorisées, intérieures ou extérieures, seront accessibles, en positions "debout" ou "assis", à tout type d'handicap, et utilisables par tous. Les fermes portes exerceront une résistance  $R < 50$  N. Leurs hauteurs seront comprises entre 0.90 m et 1.30 m.
- Les ouvrages de contrôle d'accès sont soumis aux mêmes types d'impératifs.
- Les menuiseries vitrées seront munies d'une signalétique adaptée permettant une signalisation efficace (hauteurs de 1.10 m et 1.60 m).
- Les faux plafonds seront absorbants acoustiques.
- Les mains courantes doivent se prolonger 30 cm au-delà et avant les marches d'escaliers. Au-delà de 3 marches, tout escalier doit être équipé de main courante ou garde-corps. Selon détails des plans, les paliers seront équipés de mains courantes assurant une continuité avec les mains courantes des escaliers.
- La signalétique, extérieure et intérieure, devra être compréhensible par tous.



11842	CAHIER DES CHARGES		
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 23 sur 28

### 3.20 ACOUSTIQUE

Les préconisations correspondantes sont réputées incluses dans les prix unitaires des entreprises et concernant en particulier :

- Le choix des matériaux utilisés.
- Leurs mises en œuvre et sujétions d'exécutions correspondantes.
- Les performances techniques des isolants.

Il est demandé à toutes les entreprises de prendre connaissance de l'ensemble des éléments de la note acoustique.

En cas de contradiction entre les exigences de la notice acoustique et celle du CCTP relatif à chaque lot, les prescriptions de la notice acoustique l'emporteront, sauf avis de la maîtrise d'œuvre. Chaque entreprise réalisera avant pré réception les essais acoustiques nécessaires au contrôle de ses propres travaux. Ces essais seront réalisés par un organisme agréé équipé de matériel de précision, et conformément aux dispositions ci-dessus. Ils seront fournis par l'entreprise au maître d'œuvre avant les opérations de pré réception. Pour des raisons d'homogénéité, les essais relatifs à tous les corps d'état seront réalisés par le même organisme.

Nous attirons l'attention des entreprises sur la nécessité d'organiser le chantier de manière à permettre la réalisation des essais acoustiques le plus tôt possible. En effet, la réfection d'ouvrages non conformes acoustiquement a souvent des incidences importantes sur les ouvrages des autres corps d'état (peinture, revêtements, démontages...).

Les frais de réfection de ces ouvrages ainsi que les frais des nouveaux contrôles acoustiques seront imputés à la charge des entreprises jugées responsables de la non-conformité.

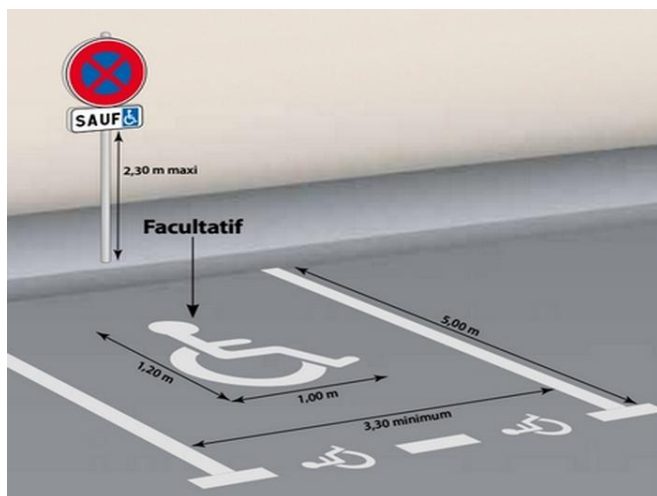
11842		CAHIER DES CHARGES	
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 24 sur 28

## 4 RAPPEL RÉGLEMENTATION PMR

### 4.1. STATIONNEMENT EXTERIEUR – PARKING

Articles R.111-19 à R.111-19-3 ; R.111-19-6 ; R.111-19-8 et R.111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatif aux parcs de stationnement automobile ainsi qu'au code de la route.

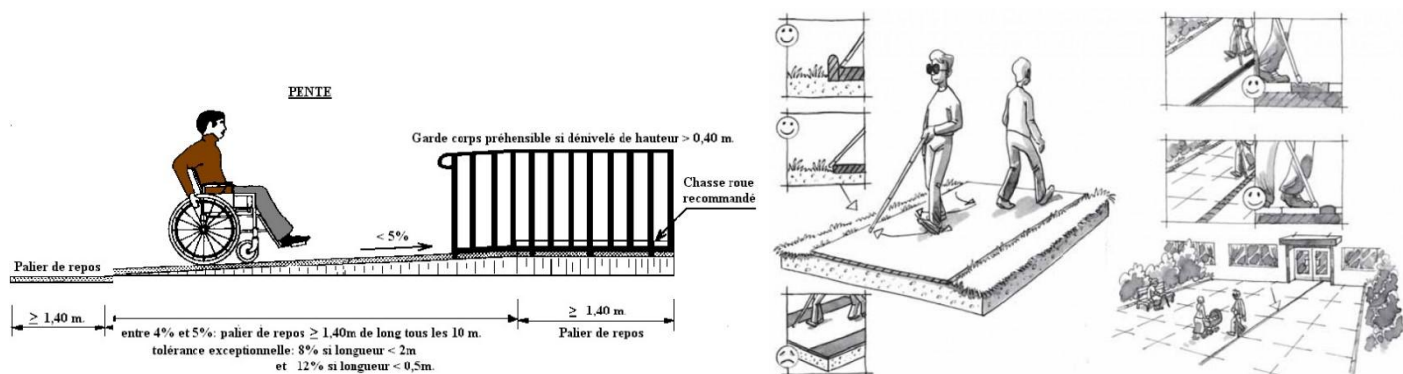
- Tout parc de stationnement automobile intérieur et extérieur à l'usage du public et dépendant d'un établissement recevant du public ou d'une installation ouverte au public doit comporter une ou plusieurs places de stationnement adaptées pour les personnes handicapées et réservées à leur usage.
- Ces places adaptées sont localisées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil ou de l'ascenseur et reliés à ceux-ci par un cheminement accessible.
- Les emplacements adaptés et réservés sont signalés.



### 4.2. CHEMINEMENT EXTERIEUR

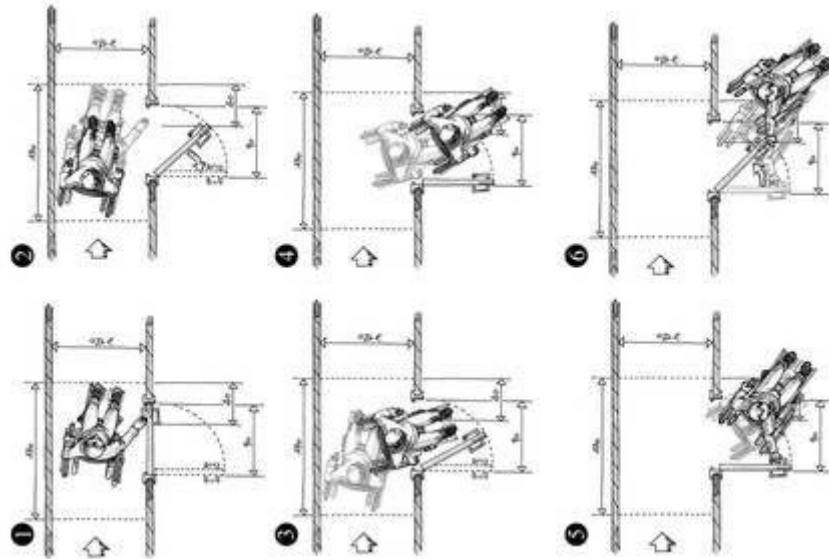
Article 3 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006 et article 4 de l'arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles du code de la construction et de l'habitation relatifs à l'accessibilité des ERP et IOP existant.

- Un cheminement accessible doit permettre d'accéder à l'entrée principale, ou à une des entrées principales, des bâtiments depuis l'accès au terrain.
- Le choix et l'aménagement de ce cheminement sont tels qu'ils facilitent la continuité de la chaîne de déplacement avec l'extérieur du terrain.
- Le cheminement accessible doit être le cheminement usuel, ou l'un des cheminements usuels.





11842		CAHIER DES CHARGES	
17/06/2019	A	Mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite du centre pénitentiaire Maubeuge	Page 26 sur 28



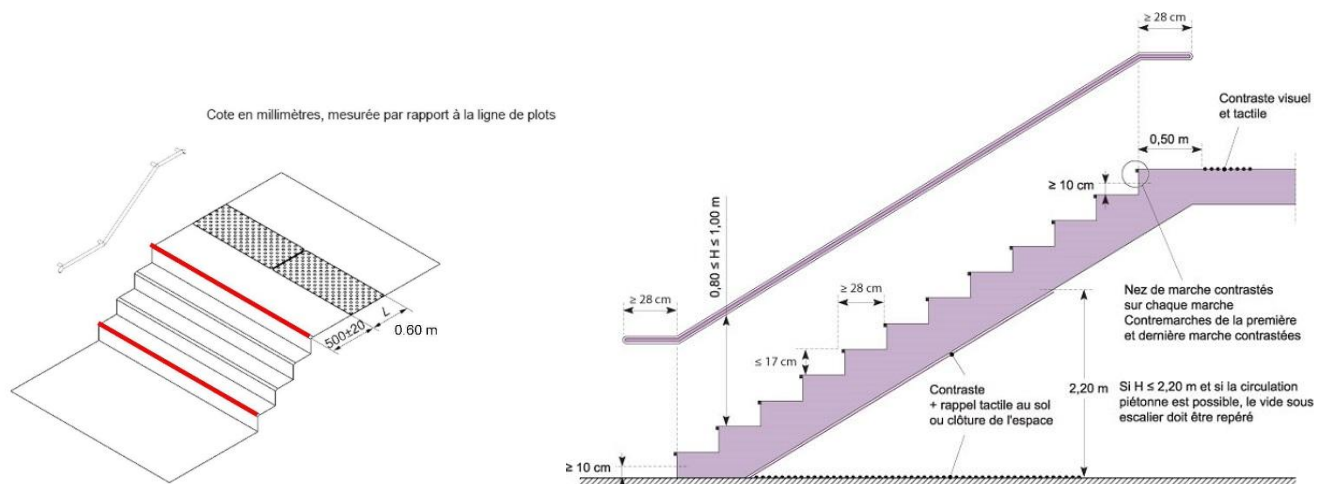
## 4.5. INTERIEUR – ESCALIER

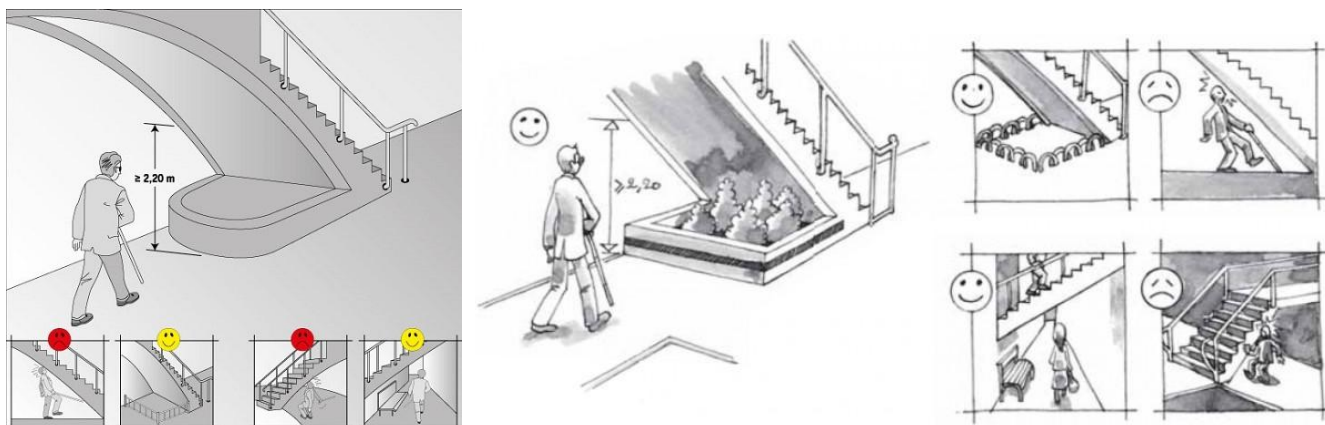
Articles R.111-19 à R.111-19-3 ; R.111-19-6, R.111-19-8 et R.111-19-11 du code de la construction et de l'habitation. Relatif aux tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques.

- Le départ et l'arrivée des parties en mouvement doivent être mis en évidence par un contraste de couleur ou de lumière.
- En outre, dans le cas des tapis roulants et plans inclinés mécaniques, un signal tactile ou sonore doit permettre d'indiquer à une personne déficiente visuelle l'arrivée sur la partie fixe.

Articles R.111-19 à R.111-19-3 ; R.111-19-6 ; R.111-19-8 et R.111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatif aux circulations horizontales.

- La totalité des circulations horizontales supérieure ou égal à 1.20m détermine un niveau décalé considéré comme un étage.
- Lorsque le bâtiment comporte un ascenseur, tout niveau décalé doit être desservi.
- Les circulations intérieures verticales doivent être accessibles et sans danger pour les personnes handicapées.
- Les principaux éléments structurant du cheminement doivent être repérables par les personnes ayant une déficience visuelle.
- Les usagers handicapés doivent pouvoir accéder à l'ensemble des locaux ouverts au public et en ressortir de manière autonome.





#### 4.6. ESPACES DE MANŒUVRE ET CHEMINEMENT

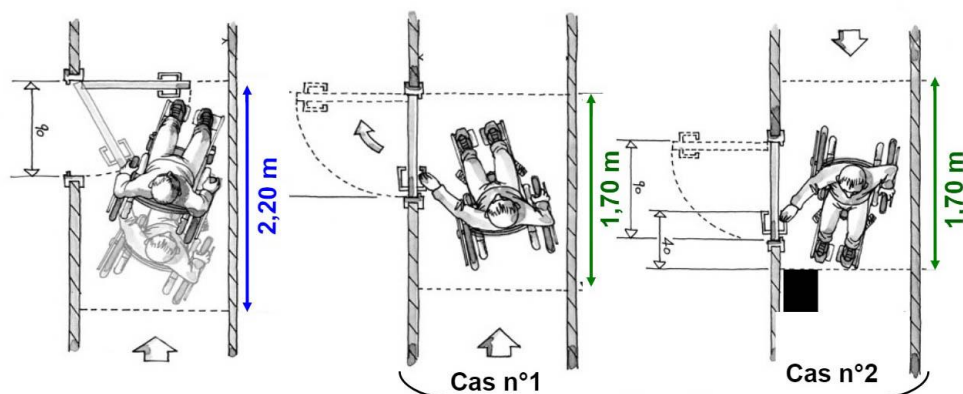
Art. 2 de l'arrêté ERP – IOP du 1er août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007

Un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour  $\varnothing$  1,50 est nécessaire en chaque point du cheminement où un choix d'itinéraire est donné à l'utilisateur ainsi que devant les portes d'entrée desservies par un cheminement accessible qui comportent un système de contrôle d'accès.

Un espace de manœuvre de porte est nécessaire de part et d'autre de chaque porte ou portillon situé le long du cheminement à l'exception de ceux ouvrant uniquement sur un escalier, et à l'exception des portes des sanitaires, douches et cabines d'essayage ou de déshabillage non adaptés.

Comment se positionne un espace de manœuvre de porte ?

Cas des ERP :



Exemple de porte à tirer

Exemples de porte à pousser

#### 4.7. WC – SANITAIRES

Articles R.111-19 à R.111-19-3 ; R.111-19-6, R.111-19-8 et R.111-19-11 du code de la construction et de l'habitation

- Chaque niveau accessible, lorsque des sanitaires y sont prévus pour le public, doit comporter au moins un cabinet d'aisances aménagé pour les personnes handicapées circulant en fauteuil roulant et comportant un lavabo accessible.
- Les cabinets d'aisances aménagés doivent être installés au même emplacement que les autres cabinets d'aisances lorsque ceux-ci sont regroupés.
- Lorsqu'il existe des cabinets d'aisances séparés pour chaque sexe, un cabinet d'aisances accessible séparé doit être aménagé pour chaque sexe. Chaque niveau accessible, lorsque des sanitaires y sont prévus pour le public, doit comporter au moins un cabinet d'aisances aménagé pour les personnes handicapées circulant en fauteuil roulant et comportant un lavabo accessible.

